

MOBILITÉ: moins d'étudiants européens en Suisse

Les étudiants européens délaissent la Suisse. Dans les universités romandes, le recul des inscriptions dans le cadre du programme Erasmus se situe entre 11 et 38% par rapport au semestre d'automne 2013, a indiqué mardi dernier la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO). Même les Ecoles polytechniques fédérales de Zurich et Lausanne, jouissant pourtant d'une renommée internationale, sont touchées avec un recul du nombre d'étudiants européens inscrits pour des séjours de mobilité se monte à respectivement 10% (EPFZ) et 14,4% (EPFL), selon des chiffres parus pour le début du semestre actuel. Exclue également en partie du programme européen «Horizon 2020», la recherche suisse a vu le nombre de partenariats s'affaïsser. — (ats)

FORMATION: opposition au bachelor professionnel

La formation professionnelle supérieure doit être renforcée, mais ses titres doivent se différencier des diplômes académiques. Un cadre national de certifications est suffisant, estiment des associations d'employeurs, de travailleurs et pour la formation professionnelle. Les diplômes de la formation professionnelle doivent être mieux reconnus à l'étranger, mais sans pour autant que les spécialisations soient sanctionnées par un «bachelor professionnel» ou un «master professionnel». A l'instar du Conseil fédéral, ces associations veulent éviter toute confusion avec les diplômés des hautes écoles qui amènerait une dévalorisation. Elles appellent la commission de l'éducation du Conseil des Etats à rejeter lundi prochain la motion «Equivalence des diplômes de la formation professionnelle supérieure» qui va dans ce sens. — (ats)

DALLE MOLLE: la fondation prime deux chercheurs

La Fondation Dalle Molle a récompensé hier à Genève deux chercheurs travaillant sur les technologies de l'information: Juan Antonio Gomez de l'Université de Genève et Hanna Krasnova de l'Université de Berne ont reçu chacun un prix de dix mille francs. Le projet SeeColOr de Juan Gomez a pour but de développer un prototype de substitution visuelle pour aider les personnes aveugles ou malvoyantes. Juan Gomez a précisé que son projet intéresse des industriels en Colombie, son pays natal. Hanna Krasnova, maître-assistante à l'Université de Berne, a été récompensée pour un projet de recherche sur l'impact de l'utilisation des médias sociaux sur les adolescents. Elle a expliqué que les résultats des études entreprises jusqu'ici sur très mitigés, avec des réactions autant positives que négatives. — (ats)

AVIS FINANCIER – infopub@agefi.com

Tower Swiss Funds SICAV

Société d'investissement à capital variable
60 Route des Acacias - 1211 Genève 73
R.C Genève N° ref. 20975/2012

Communication aux actionnaires de Tower Swiss Funds SICAV

Il est porté à la connaissance des actionnaires que le Conseil d'administration de Tower Swiss Funds SICAV a décidé de nommer CACEIS (Switzerland) SA comme direction de fonds délégué de l'administration de la SICAV en remplacement de FundPartner Solutions (Suisse) SA et de nommer Swissquote Bank SA comme banque dépositaire de la SICAV en remplacement de Banque Pictet & Cie SA.

Ce changement de délégué de l'administration et de banque dépositaire a été approuvé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA en date du 1er octobre 2014 et entre en vigueur le 1er octobre 2014.

Conformément à la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC) ainsi qu'aux statuts de la SICAV, cette nomination est de la compétence du Conseil d'administration et les actionnaires ne disposent pas de la possibilité de faire opposition.

Genève, le 8 octobre 2014
Le Conseil d'administration

TOWER ALTERNATIVE SICAV, à risque particulier

Société d'investissement à capital variable
60 Route des Acacias - 1211 Genève 73
R.C Genève N° ref. 02293/2012

Communication aux actionnaires de Tower Alternative SICAV

Il est porté à la connaissance des actionnaires que le Conseil d'administration de Tower Alternative SICAV a décidé de nommer CACEIS (Switzerland) SA comme direction de fonds délégué de l'administration de la SICAV en remplacement de FundPartner Solutions (Suisse) SA et de nommer Swissquote Bank SA comme banque dépositaire de la SICAV en remplacement de Banque Pictet & Cie SA.

Ce changement de délégué de l'administration et de banque dépositaire a été approuvé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA en date du 1er octobre 2014 et entre en vigueur le 1er octobre 2014.

Conformément à la Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC) ainsi qu'aux statuts de la SICAV, cette nomination est de la compétence du Conseil d'administration et les actionnaires ne disposent pas de la possibilité de faire opposition.

Genève, le 8 octobre 2014
Le Conseil d'administration

La finance suisse manque d'intelligence économique

BITOUBI. Une conférence sur ce thème s'est tenue hier durant le salon. La finance semble un cas d'école négatif.

MARJORIE THÉRY

A quoi sert «l'intelligence économique»? La question était posée dans le cadre du salon professionnel Bitoubi à Genève. Alors que paradoxalement le nombre d'informations augmente au rythme exponentiel du Big Data, 80% de l'information pertinente reste «web invisible». C'est à dire la bonne information, au bon moment, qui permet de prendre des décisions stratégiques efficaces pour les entreprises.

Sur cette thématique, Steve Bernard n'était pas forcément attendu au salon des petites entreprises. L'ancien directeur de la Fondation Genève Place Financière faisait partie des orateurs présentant leurs retours d'expériences sur l'intelligence économique. Pour lui, cette intelligence économique (ou plutôt son absence) explique une partie de «l'échec de la stratégie de la place financière», qui n'a pas mis en place de veille ni de stratégie claire dans ce domaine. «Lorsque certains représentants politiques ont dit que le secret bancaire n'était pas négociable en 2008, en réalité il était déjà mort». Pour Steve Bernard, l'intelligence économique mieux maîtrisée aurait peut être permis un autre sort à la place financière. «En regardant bien, à cette époque, de nombreux signes auraient montré la tendance à l'international vers la transparence tandis qu'à l'intérieur du pays, les



STEVE BERNARD. La place financière néglige l'importance d'une stratégie d'intelligence économique efficace.

banques avaient perdu le soutien de l'opinion publique».

Pour lui, les milieux bancaires ne se sont jamais vraiment demandés si ils touchaient les bons publics et restaient dans un environnement plutôt «bourgeois» au lieu de communiquer efficacement avec le grand public. «Cela n'est plus possible dans l'environnement et la société actuels. La population s'est beaucoup émancipée, les gens se font leur propre idée sans attendre de mots d'ordre de l'establishment. On le voit de plus de plus dans les votations par exemple».

Une des grandes erreurs est aussi par exemple d'avoir largement sous-estimé les contre-pouvoirs comme les organisations non gouvernementales (ONG). Ce n'est pas en faisant de l'entre-soi que l'on fait de la veille: «en se limitant à lire le FT ou Bloomberg par exemple, on trouve des informations sur nos semblables, mais pas sur le reste de la société et ses ten-

dances». Il reconnaît par contre que dans ce domaine, les ONG anglo-saxonnes (comme Oxfam) ou Suisses (comme la Déclaration de Berne) ont été largement plus efficaces dans leur communication. «Ces ONG ont souvent mené des études très rigoureuses et fait passer leurs messages méthodiquement. On peut être d'accord ou pas sur le fond, mais leur technique s'est révélée de plus en plus efficace. Elles ont parfois fait un travail de sape de la finance, mais elles l'ont bien fait!» Ironise-t-il. Au niveau des résultats concrets, il rappelle par exemple que la grande force des ONG a aussi été du côté du lobbying politique, lors de négociations comme celle des accords Rubik avec l'Allemagne. «Nous avions négligé ce lobbying à l'époque et il était clair que la bataille était perdue d'avance».

D'autres retours d'expériences sur l'intelligence économique se sont révélés pertinents dans le domaine industriel. Xavier Delinotte, responsable management qualité et services, a mis en place une stratégie de veille et d'intelligence économique dans l'horlogerie de luxe. «Par exemple, le marché des montres de luxe a été et va être encore impacté de plus en plus par des mesures prises par le gouvernement chinois portant sur des taxes et interdiction de certains cadeaux. Plusieurs Maisons ont annoncé des baisses de prévisions des ventes et de comman-

des sur le marché chinois, et cela impacte également les fournisseurs. Ces informations sont aujourd'hui du domaine public mais elles ont mis des mois à arriver en Suisse, d'où l'importance d'une intelligence économique bien structurée pour anticiper les changements de tendance et ajuster sa stratégie».

Si l'intelligence économique sert à identifier les risques, elle est aussi utile pour repérer les opportunités ou de nouveaux débouchés, par exemple entre l'horlogerie et les medtechs. Pour Xavier Delinotte, les principaux domaines de veille se situent à plusieurs niveaux: concurrence, réglementations, marché, clients, technologies, produits de substitutions, clusters, fournisseurs. Enfin, une étude sur l'intelligence économique des petites entreprises réalisée par la HEG Genève a aussi été présentée (elle sera publiée en fin d'année). La HEG Genève est la seule à proposer un diplôme (DAS) en intelligence économique en Suisse Romande, et propose des collaborations avec les petites entreprises. ■

UNE GRANDE ERREUR EST D'AVOIR LARGEMENT SOUS-ESTIMÉ LES CONTRE-POUVOIRS COMME LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES.

Les conditions météo qui figent la croissance

SPORT. Le commerce du secteur annonce une expansion zéro pour l'exercice 2014.

L'Association suisse des commerçants d'articles de sport (ASMAS) s'attend à une croissance zéro pour l'exercice 2014, indique l'ASMAS hier. Le marché suisse des articles de sport tourne autour de 2 milliards de francs.

Au 1er premier trimestre 2014, les conditions météorologiques défavorables ont eu comme conséquence une diminution du chiffre d'affaires de 2,4%. Au deuxième trimestre, la branche du sport a pu bénéficier des championnats du monde de football qui ont «boosté» les chiffres d'affaires et permis de dépasser les résultats de l'année précédente de 4,8%. Le troisième trimestre a de nouveau entraîné un recul de 0,4%, à mettre surtout sur le compte des mois de juillet et août particulièrement pluvieux. Sur la base de cette évolution, l'ASMAS estime que le commerce du sport suisse terminera l'exercice 2014 – pour autant que la saison d'hiver se présente normalement – autour de ce qui s'est fait l'année dernière. «L'on peut décrire cela comme étant un bon résultat étant donné les condi-

tions-cadres du secteur économique et la pression générale sur les prix», précise l'association.

Environ 80% du chiffre d'affaires de ce secteur sont générés par le commerce spécialisé du sport. Ce dernier tire en outre une partie non négligeable de son chiffre d'affaires de groupes de marchandises qui sont étrangères à la branche, dont les chaussures ou les vêtements de loisirs ou encore les vélos. Il faut aussi noter que plus de 40% du marché des articles de sport est lié aux sports de neige (ski, snowboard et ski de fond) y compris la location et les prestations de service. Le secteur Outdoor occupe (17%), la course (9%), les sports d'équipes (8%) et les sports nautiques (7%).

Ce sont 34% de tous les points de vente qui représentent le commerce spécialisé non organisé alors que 31% sont affiliées à des organisations d'achats et de marketing (Intersport, etc.). Les grandes chaînes de distribution (Ochsner Sport, Athleticum et SportXX) représentent 15% des magasins alors que globalement, les plus petites succursales comme Transa et Stöckli comptent 13% des points de vente. Les Monobrand Stores (5%) et les Factory Outlets (2%) complètent le paysage du commerce du sport. ■

KOF: prévisions de croissance pour 2014 à la baisse

Le panel d'experts sondés par l'institut conjoncturel zurichois KOF a revu légèrement à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie suisse pour 2014. Les 17 économistes interrogés début octobre tablent désormais sur une hausse du PIB de 1,7%, contre 1,8% en septembre. En 2015, le PIB devrait croître de 1,9%, sans changement par rapport à la précédente prévision. Cette révision résulte de l'adoption par l'Office fédéral de la statistique (OFS) d'un nouveau système de comptabilité nationale (SEC 2010), a indiqué hier le KOF. L'institut conjoncturel zurichois a donc revu ses chiffres pour les années 1995 à 2013, ce qui a impacté les évaluations trimestrielles ultérieures. La croissance des exportations réelles pour l'ensemble de l'année a ainsi été adaptée à la baisse, à 2,8%, contre 3,6% en septembre. Les investissements dans la construction et les biens d'équipement sont désormais attendus à 1,8%, contre 2,7% précédemment. Le taux de chômage devrait lui rester inchangé à 3,2%. L'année prochaine, la croissance continuera d'être tirée par les exportations, quoique à un rythme moins dynamique qu'espéré en septembre. De leur côté, les exportations devraient croître de 3,3% (+4,2% en septembre). En ce qui concerne les investissements dans la construction et les biens d'équipement, le consensus table sur une hausse de 2,2%, contre encore 2,6% le mois dernier. Le taux de chômage devrait lui légèrement reculer à 3,1%.

ZEW: détérioration des perspectives économiques

Les perspectives économiques pour la Suisse se sont clairement détériorées en octobre. Le baromètre de Credit Suisse et du ZEW s'est établi à -30,7 points, contre -7,7 points en septembre, indique le communiqué publié mercredi par la banque et le Centre européen de recherche économique (ZEW). Ce recul est à mettre au compte de craintes de «contagion» de la situation en zone euro. Les analystes qualifient de «mauvaise» la conjoncture de la région. Pour la Suisse, ils estiment qu'elle n'est «pas encore mauvaise», raison pour laquelle ils maintiennent leur appréciation de la conjoncture actuelle à 25,6 points. Mais leurs perspectives se sont nettement assombries, soulignent Credit Suisse et le ZEW. Les perspectives pour les taux d'intérêt suisses ont peu évolué. Près de 94,7% des analystes interrogés prévoient toujours un maintien des taux à court terme dans les six prochains mois. Pour les taux à long terme en revanche, ils prévoient une baisse de 14,9 points à 23,0 points en raison de la détérioration des perspectives conjoncturelles. En matière d'inflation en Suisse, les prévisions ont été ramenées une nouvelle fois à la baisse. Trois quarts des analystes interrogés estiment toutefois que le niveau des prix va être inchangé au cours des six prochains mois.